



FICHE PAYS – NOVEMBRE 2020

# Arabie Saoudite



## Points essentiels:

- Premier exportateur mondial de pétrole – possède les deuxièmes plus grandes réserves de pétrole au monde après le Venezuela;
- Plus de 80% des revenus étatiques sont générés par l'exportation d'hydrocarbures. Ceci rend le pays vulnérable à des variations sur le marché international;
- Dans le but de diversifier et de développer l'économie, le prince héritier Mohammed Ben Salam a annoncé en 2016 une série de réformes ambitieuses, qui s'inscrivent dans le programme Vision 2030.
- L'Arabie Saoudite (SA) est le 2<sup>ème</sup> partenaire commercial de la Suisse dans la région du Moyen Orient et Afrique du Nord.
- En tant que pays membre de l'Association européenne de libre-échange, la Suisse bénéficie d'un accord de libre-échange avec les membres du Conseil de Coopération du Golfe, qui est entré en vigueur le 1.7.2014.

# 1. Informations sur le pays<sup>1</sup>

## 1.1 Informations générales

	Arabie Saoudite	Suisse
Surface (km <sup>2</sup> )	2'150'000 (52x CH)	41'290
Monnaie	Riyal (SR)	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 23.11.2020)	4.12 SR →	1 CHF
Population	33.7 Mio. (+1.1%)	8.5 Mio. (+0.8%)
Nombre de suisses en SA	325 (Décembre 2019)	--
Nombre de saoudiens en Suisse	--	437 (Décembre 2019)

## 1.2 Rankings<sup>2</sup>

	Arabie Saoudite	Suisse
<a href="#">Global Competitiveness (2019)</a>	36/141 (+3)	5/141 (-1)
<a href="#">Index of Economic Freedom (2020)</a>	83/180 (+8)	5/180 (-1)
<a href="#">Corruption Perception Index (2019)</a>	51/180 (+7)	4/180 (-1)
<a href="#">Global Innovation Index (2019)</a>	68/129 (-7)	1/129 (+0)
<a href="#">Human Development Index (2019)</a>	36/189 (+0)	2/189 (+0)

## 1.3 Composition du gouvernement

Chef de l'Etat et du Gouvernement	Roi Salman bin Abdulaziz AL-SAUD (depuis 23.01.2015)
Prince héritier, Vice-Président, Ministre de la Défense, Président du Conseil des affaires économiques et Président du Conseil des affaires politiques et sécuritaires	Prince Mohammed bin Salman bin Abdulaziz AL-SAUD (depuis 21.06.2017)
Ministre du Commerce	Dr. Majed bin Abdullah AL-QASABI (depuis 07.05.2016)
Ministre des Finances	Mohammed Abdullah AL-JADAAN (depuis 31.10.2016)
Ministre des Affaires Etrangères	Prince Faisal bin Farhan AL-SAUD (depuis 23.10.2019)
Ministre de l'Energie	Prince Abdulaziz bin Salman bin Abdulaziz AL-SAUD (depuis 09.09.2019)
Ministre de l'Economie et du Plan	Mohammed Abdullah AL-JADAAN (depuis 06.03.2020)
Gouverneur de la Banque Centrale	Dr. Ahmad Abdulkarim AL-KHOLOFY (depuis 08.05.2016)

<sup>1</sup> World Bank Data / SEM, Ausländerstatistik, Archive 2019/ BFS, Auslandschweizerstatistik 2019

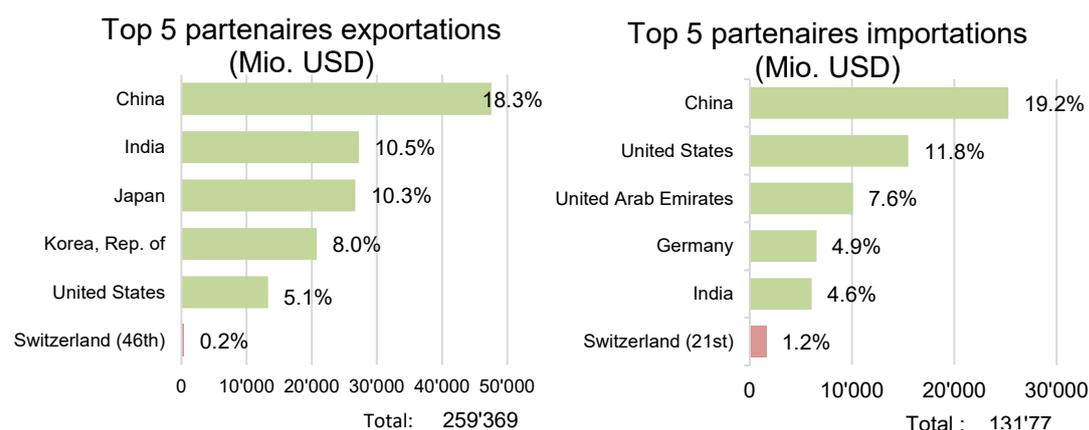
<sup>2</sup> Interprétation: Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

## 2. Statistiques économiques

### Indicateurs macroéconomiques<sup>3</sup>

Arabie Saoudite				
	2018	2019	2020	2021
<b>Croissance du PIB (%)</b>	2.4	0.3	-5.4	3.1
<b>PIB (USD Mrd.)</b>	787	793	681	735
<b>PIB/habitant (USD)</b>	23'539	23'266	19'587	20'742
<b>Inflation (%)</b>	2.5	-2.1	3.6	3.7
<b>Chômage (%)</b>	6.0	5.6	n.a	n.a
<b>Solde budgétaire (% du BIP)</b>	-5.9	-4.5	-10.6	-6.0
<b>Dette publique (% du BIP)</b>	19.0	22.8	33.4	34.3
<b>Compte courant (% du BIP)</b>	9.2	5.9	-2.5	-1.6

### Commerce extérieur saoudien 2019<sup>4</sup>



### Investissements directs étrangers (IDE) 2018<sup>5</sup>

Pas de données officiellement publiées par le gouvernement saoudien. Néanmoins, selon l'édition 2020 du Rapport sur l'investissement mondial de la CNUCED, les stocks d'investissements étrangers (IDE) ont augmenté pour la deuxième année consécutive (+2.0% entre 2018 et 2019) et ont atteint 236 milliards USD en 2019.

Cette tendance fait écho aux développements internes qui ont eu lieu ces dernières années dans le cadre du programme « Vision 2030 » et qui ont eu pour conséquence d'améliorer le climat des affaires dans le pays.

Les Émirats Arabes Unis, les États-Unis, la France, Singapour, le Japon, le Koweït et la Malaisie étaient les principaux investisseurs en Arabie Saoudite. Les investissements sont principalement orientés vers l'industrie chimique, l'immobilier, le tourisme, les carburants fossiles, l'automobile et la machinerie.

<sup>3</sup> IMF World Economic Outlook Data Base, October 2020. Cellules ombragées sont des estimations/projections.

<sup>4</sup> [Direction of trade statistics \(DOTS\)](#), November 2020

<sup>5</sup> [Coordinated Direct Investment Survey \(CDIS\)](#), April 2020; [World Investment Report 2020 \(UNCTAD\)](#), May 2020

### 3. Situation économique<sup>6</sup>

#### 3.1 Structure de l'économie (top 4, % du PIB)<sup>7</sup>

En terme de BIP, l'Arabie Saoudite est la plus grande économie du Moyen-Orient. Possédant, après le Venezuela, les deuxièmes plus grandes réserves de pétrole au monde, le pays génère plus de 80% de ses revenus étatiques grâce aux exportations en hydrocarbures. Le tourisme religieux est la deuxième source de revenus du royaume saoudien, notamment grâce au pèlerinage à La Mecque.

Rang	Secteurs	2015	2016	2017
1	Mining and Quarrying	20.2	23.2	25.1
2	Manufacturing	22.1	18.4	21.3
3	Wholesale and Retail Trade	4.5	12.7	19.2
4	Construction	9.4	5.1	6.7

#### 3.2 Politique économique

##### *Information générale*

L'économie saoudienne est en majeure partie contrôlée par l'Etat. L'exploitation et l'exploration des ressources pétrolières sont dans les mains de l'entreprise étatique Saudi Aramco. La chute des prix du pétrole en 2014 et les difficultés macroéconomiques s'en suivant ont amené, au printemps 2016, le Royaume a lancé la **Vision 2030** avec le but d'entamer une transition vers un nouveau modèle de croissance, qui vise à sortir le pays de sa dépendance au pétrole et à le transformer profondément du point de vue tant économique que social. Cette vision prévoit notamment de promouvoir les secteurs non-pétroliers, de renforcer le poids économique du secteur privé, de favoriser les investissements étrangers, libéraliser l'économie et augmenter la participation de la population saoudienne dans l'économie privée. Ceci s'illustre entre autre, dans le cadre du **programme de saoudisation** qui introduit un système de quotas (Niqata) pour les citoyens saoudiens dans le secteur privé.

L'objectif du gouvernement est de financer sa Vision notamment à travers la privatisation d'entreprises étatiques. Dans cette direction, en novembre 2019, **l'entrée en bourse (IPO) de Saudi Aramco** était une étape planifiée depuis longtemps. L'IPO était la plus grande de l'histoire avec plus de 25 milliards USD de soulevés et une valorisation qui a atteint les 2 trillions USD. Les fruits de la privatisation graduelle de Saudi Aramco viennent renforcer *le Public Investment Fund (PIF)* qui joue un rôle important de financement et d'implémentation des réformes de la Vision 2030. Depuis début 2020 et tout au long de la pandémie, le Public Investment Fund (PIF) a entamé une politique d'investissements stratégiques à l'étranger.<sup>8</sup>

**Réponse à la menace de la pandémie du COVID-19<sup>9</sup>:** L'Arabie Saoudite a imposé une série de mesures pour limiter la propagation du virus, telles que la mise en place d'un couvre-feu contraignant, la fermeture des écoles, mosquées et centres commerciaux ainsi que l'interdiction pour les pèlerins internationaux de participer aux Hajj. Ces précautions pèsent sur l'économie déjà fragilisée par la chute brutale des prix du pétrole. Le gouvernement a ainsi annoncé un plan d'aide d'une valeur de \$18.7 milliards pour soutenir les entreprises et individus à faire face aux conséquences économiques de la pandémie. Celui-ci propose la suspension des taxes gouvernementales et des paiements d'intérêts ainsi que des subventions temporaires pour l'électricité. Une aide devrait également être accordée aux entreprises pour les encourager à ne pas licencier leurs employés. En parallèle, le gouvernement a mis en place une série

<sup>6</sup> IMF *Article IV Consultation/ Wirtschaftsbericht 2020 der Schweizerischen Botschaft.*

<sup>7</sup> [General Authority for Statistics - Annual Economic Survey \(2015, 2016, 2017\)](#)

<sup>8</sup> Par exemple participation chez Boeing, Citigroup, Facebook, Bank of America, BP, etc.

<sup>9</sup> [OCDE Policy Tracker COVID-19 \(consulté 30.10.2020\)](#)

de mesures d'austérité (gros investissements retardés, réallocation du budget vers des secteurs essentiels et fin des subventions accordées au personnel étatique) afin de contenir le déficit budgétaire.

---

#### *Politique budgétaire/fiscale*

Pendant longtemps, l'Arabie Saoudite a mené une politique fiscale très expansive (subventions diverses, salaires secteur public augmentés, construction de nouveaux logements, création d'emplois dans secteur public, etc.). Toutefois, avec la chute drastique des prix du pétrole en 2014, les recettes publiques ont diminué de plus de moitié depuis 2015. En conséquence, le Royaume a ajusté sa généreuse politique de subventions, entraînant des hausses de prix dans divers secteurs (notamment l'essence, l'électricité et l'eau). Afin de financer le déficit budgétaire et de donner un nouvel élan à l'économie, le gouvernement saoudien a non seulement puisé dans ses propres réserves de change, mais a également contracté de nouvelles dettes en émettant à plusieurs reprises des obligations d'État.

Ces efforts ont été accompagnés de la mise en application de nombreuses réformes fiscales, telles que la baisse progressive des subventions énergétiques, l'introduction d'une TVA, originellement fixée à 5% et augmentée à 15% en juin 2020, et l'application d'une taxe d'accise sur certains produits jugés mauvais pour la santé. Enfin, l'augmentation des droits de douanes sur certains produits témoigne du changement de paradigme de la politique fiscale saoudienne en période de Covid-19.

---

#### *Politique monétaire*

La banque centrale (Saudi Arabian Monetary Authority, SAMA) devrait continuer d'arrimer le Riyal au dollar américain dans les années à venir (SR3.75:US\$1). Le commerce international du pétrole se faisant presque exclusivement en dollars américains, on n'attend pas un découplage total du Riyal par rapport au Dollar américain à l'avenir. En raison de cet ancrage, la banque centrale saoudienne devrait s'appuyer de plus en plus sur des instruments indirects de politique monétaire, tels que les dépôts à terme ou l'assouplissement des exigences en matière de réserves pour les banques commerciales.

Réponse à la menace de la pandémie du COVID-19<sup>10</sup>: La banque centrale saoudienne a mené une politique expansionniste afin de soutenir l'économie en période de pandémie. En baissant son taux directeur de 2.25% à 1.0% et en injectant plus de \$13.3 milliards dans le secteur bancaire, elle garantit qu'il y ait assez de liquidité sur le marché. Ceci a facilité l'accès aux prêts pour les individus et les entreprises saoudiennes.

---

#### *Politique économique extérieure*

La majeure partie du PIB étant générée par les exportations pétrolières, l'Arabie Saoudite soutient activement le système économique international. Elle est ainsi attachée aux objectifs du G20, dont elle assume la présidence depuis le début de l'année 2020. Ce processus d'ouverture à l'internationale est en ligne avec la Vision 2030 qui se veut inclusive et ouverte aux investissements étrangers.

En 2005, lorsque l'Arabie Saoudite est devenue membre de l'OMC, le gouvernement a ainsi décidé d'alléger les contraintes pour les investisseurs étrangers en autorisant les investisseurs à posséder à 100% leurs activités commerciales ou industrielles, sans besoin d'un partenaire saoudien dans les secteurs des transports, du recrutement, de l'audiovisuel et de l'immobilier.

Le pays est également actif au niveau régional comme le démontre son appartenance à la *Greater Arab Free Trade Area (GAFTA)*. Les larges réserves de pétrole donnent à l'Arabie Saoudite une position d'influence au sein de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEC) ainsi qu'au sein du Conseil de Coopération du Golfe (CCG). Le blocus du Qatar par les autres membres du CCG, imposé par l'Arabie Saoudite, a néanmoins compliqué les relations dans la région.

---

<sup>10</sup> [OCDE Policy Tracker COVID-19 \(consulté 30.06.2020\)](#)

### 3.3 Conjoncture économique

L'Arabie Saoudite va subir en 2020 les doubles effets de la crise de coronavirus et de la chute brutale des prix du pétrole. Le FMI prévoit ainsi un **taux de croissance** négatif (-5.4%) pour l'année 2020. Sous réserve de l'augmentation de la demande de pétrole à la fin de la pandémie, cette croissance devrait remonter à 3.1% pour l'année 2021. Les mesures mises en place pour endiguer l'épidémie ont fortement ralenti le secteur privé saoudien. La restriction du grand pèlerinage Hajj aux personnes déjà présente dans le pays représente une perte de revenus importante pour l'Etat.

La chute des prix du pétrole, la diminution des recettes fiscales et l'augmentation des dépenses étatiques en lien avec la crise vont augmenter le déficit budgétaire pour l'année 2020.

**Le compte courant** repasse pour la première fois depuis 2017 dans le négatif (-2.5% en 2020 par rapport à 5.9% en 2019). Ceci est expliqué par la forte diminution des prix du pétrole depuis le début de l'année ainsi qu'à la baisse de la demande dû au ralentissement économique global. Les pays exportateurs de pétrole ont cependant réussi à s'accorder début mai à une baisse de la production de pétrole afin de stabiliser les prix du baril.

Après une inflation négative de -2.1% en 2019, **l'inflation** repasse dans le positif et atteint 3.6% en 2020. Selon les dernières projections sur l'économie mondiale du FMI, l'inflation devrait continuer à augmenter et atteindre 3.7% en 2021. Enfin, les prédictions du FMI anticipent une augmentation de **la dette publique** par rapport à 2019 (22.8% du PIB). Selon les estimations, la dette devrait atteindre 33.4% du PIB en 2020 et 34.3% du PIB en 2021.

## Relations économiques bilatérales

### 4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung vom Einkommen und vom Vermögen und zur Verhinderung der Steuerhinterziehung	unterzeichnet	18.02.2018
Echange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers (EAR)	en vigueur	01.01.2018
Accord relatif aux services aériens réguliers	en vigueur	05.02.2015
Accord de libre-échange AELE-CCG	en vigueur	01.07.2014
Accord de protection des investissements	en vigueur	09.08.2008
Accord en vue de l'exonération réciproque des impôts sur les activités liées au transport aérien international	en vigueur	27.09.2000
Echange de notes concernant la création d'une Commission mixte suisse-saoudienne pour la coopération économique	en vigueur	03.02.1976

### 4.2 Présence institutionnelle

#### En Arabie Saoudite:

- [Swiss Business Hub Middle East](#)
- [Swiss Business Network Saudi Arabia \(SBNSA\)](#)

#### En Suisse:

- [Swiss Business Association Saudi Arabia \(SBASA\)](#)
- [Arab-Swiss Chamber of Commerce and Industry \(CASCI\)](#)
- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)

### 4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)<sup>11</sup>



**2.3 Mrd.**  
Commerce (CHF),  
Total 2

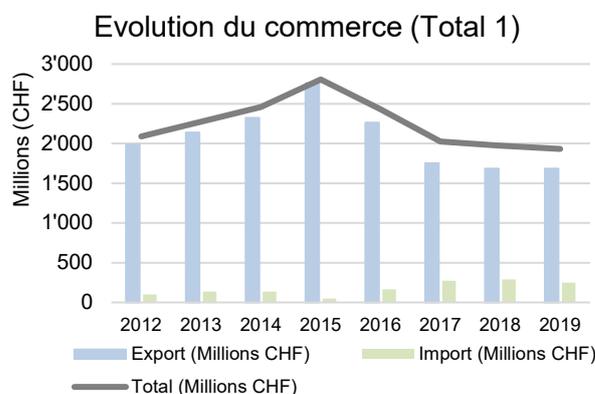
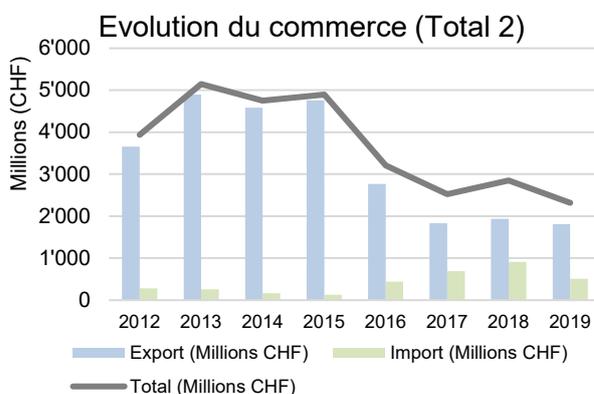


**0.4%**  
Part Mondiale,  
Total 2



**Nr.37**  
Partenaire commercial,  
Total 2

#### Evolution du commerce bilatéral

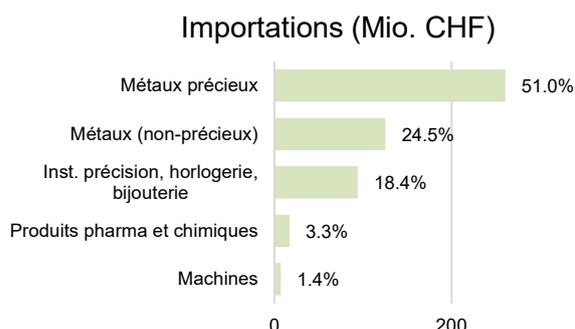
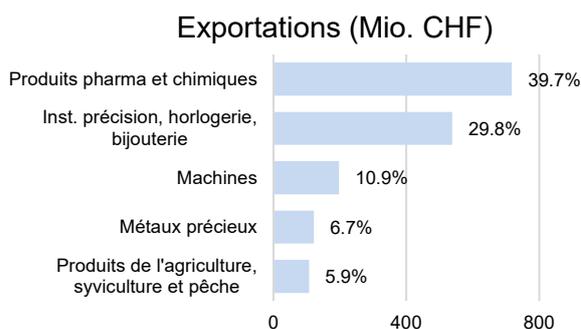


	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
<b>2017</b>	1'835	-33.7	689	56.6	1'147	2'524	-21.3
<b>2018</b>	1'941	5.7	910	32.1	1'031	2'850	12.9
<b>2019*</b>	1'807	-6.9	511	-43.8	1'295	2'318	-18.7
<b>(Total 1)**</b>	1'683	-4	249	-14.2	1'434	1'932	-2.2
<b>2020 (I-IX)</b>	1'198	-11.7	438	12.9	760	1'635	-6.3

\*) Chiffres provisoires

\*\*) Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

#### Composition du commerce bilatéral (2019, Total 2)



#### Commentaires

Avec un volume d'échange s'élevant à plus 2.3 milliards CHF en 2019, l'Arabie Saoudite est le deuxième partenaire commercial de la Suisse au Moyen-Orient, après les Emirats Arabes Unis.

Entre 2018 et 2019, les exportations des deux principales composantes des exportations suisses vers l'Arabie saoudite, les produits pharmaceutiques et les métaux précieux et bijouterie, ont baissé de 12% et de 28% respectivement. Ceci est reflété par une baisse de 7% des exportations vers l'Arabie Saoudite en 2019. Dans la même période, la variation est frappante concernant les importations (-44%). Ce recul est principalement dû à une forte baisse des importations d'or.

<sup>11</sup> Source: [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

De manière générale, les fluctuations du commerce bilatéral de marchandises s'expliquent, entre autres, par le commerce de l'or et des bijoux, qui a notamment une influence importante sur les importations et les exportations. En outre, il est possible que du côté des exportations, la baisse de la demande du côté saoudien et la force du franc suisse jouent également un rôle.

A noter que les statistiques n'incluent pas les marchandises suisses qui arrivent en Arabie saoudite via la plate-forme commerciale de Dubaï. La Suisse n'importe pas de pétrole brut directement d'Arabie Saoudite.

#### 4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)<sup>12</sup>

##### Evolution du commerce bilatéral des services (Mio. CHF)

La SNB ne publie pas de données sur le commerce bilatéral de services entre l'Arabie Saoudite et la Suisse.

#### 4.5 Investissements directs (perspective suisse)<sup>13</sup>

##### Investissements directs étrangers (IDE) (Mio. CHF)



#### Commentaires

Afin de réaliser les objectifs fixés par la Vision 2030, les investissements étrangers directs représentent une priorité du gouvernement pour la diversification de l'économie, notamment en raison de leur capacité à transmettre les technologies, employer et former la main d'œuvre locale, favoriser le développement économique et valoriser les matières premières locales. En plus des activités industrielles et du commerce de détail, les investisseurs étrangers peuvent aussi posséder à 100% des entreprises dans les secteurs des transports, du recrutement, de l'audiovisuel et de l'immobilier.

Nous remarquons également que le stock des investissements directs étrangers suisses en Arabie Saoudite est relativement constant, autour de CHF 1 milliard depuis maintenant plusieurs années. De plus, les entreprises suisses emploient 10'670 travailleurs saoudiens en 2018.

<sup>12</sup> Banque Nationale Suisse

<sup>13</sup> Banque Nationale Suisse, [Bundesamt für Statistik](#)

#### 4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)<sup>14</sup>



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

#### 4.7 Coopération au développement

SECO et DEZA : Pas de projets.

---

<sup>14</sup> [SERV](#)

#### 4.8 Dernières visites (depuis 2010, liste non-exhaustive)

2020 (Januar)	Treffen zwischen BR Maurer und dem saudischen Finanzminister Al-Jadaan am WEF in Davos
2019 (Oktober)	Visite présidentielle du BP Maurer aux Emirats arabes unis et en Arabie Saoudite
2019 (Juli)	Politische Konsultationen StS Baeriswyl und Aussenminister Ibrahim Al-Assaf in Dscheddah (u.a. Treffen mit Staatsminister Adel Al-Jubeir) in Jeddah
2019 (Januar)	Treffen zwischen BP Maurer und dem saudischen Finanzminister Al-Jadaan am Rande des WEF in Davos
2018 (Sept.)	11. Tagung der Gemischten Wirtschaftskommission Schweiz – Saudi-Arabien in Bern unter der Leitung von Botschafter Erwin Bollinger (12.9.2018)
2018 (März)	Politische Konsultationen mit StS Baeriswyl und Staatsminister für Auswärtige Angelegenheiten Nizar bin Obaid Madani in Bern
2018 (Feb.)	Visite de travail à Riyad et à Abu Dhabi du CF Maurer, accompagné du Secrétaire d'Etat aux questions financières internationales, Jörg Gasser, et de représentants du secteur financier suisse (17.-20.2.2018)
2018 (Jan.)	Treffen zwischen BR Schneider-Ammann und dem saudischen Handels- und Investitionsminister Al Qasabi am Rande des WEF in Davos
2017 (Juli)	Wirtschaftsmission von BR Schneider-Ammann nach Saudi-Arabien mit Beteiligung des Privatsektors (15.-16.7.2017)
2017 (Mai)	10. Tagung der Gemischten Wirtschaftskommission Schweiz – Saudi-Arabien in Riad unter der Leitung von Botschafterin Livia Leu (2.5.2017)
2016 (Nov.)	Arbeitsbesuch von StS Gasser (SIF) in Israel, Saudi-Arabien und den Vereinigten Arabischen Emiraten (26.-30.11.2016)
2016 (Feb.)	Besuch von BR D. Burkhalter in Riad, empfangen von König Salman bin Abdulaziz Al Saud und Aussenminister Adel ben Ahmed al-Jubeir
2015 (Dez.)	Treffen zwischen StS M.-G. Ineichen-Fleisch und Handelsminister Al Rabiah anlässlich der WTO-Ministerkonferenz in Nairobi
2015 (Feb.)	Arbeitsreise von StS M.-G. Ineichen-Fleisch nach Riad, Doha, Maskat sowie Abu Dhabi und Dubai
2015 (Feb.)	Politische Konsultationen mit Staatsminister für auswärtige Angelegenheiten N. Madani und StS Y. Rossier. Treffen mit Kronprinz Muqrin, stv. Generalsekretär GCC (Riad) und Genetalsekretär OIC (Dscheddah)
2015 (Jan.)	Treffen zwischen BR J. Schneider-Ammann und Finanzminister von Saudi-Arabien, A. al Assaf, anlässlich des WEF in Davos
2014 (April)	Arbeitsbesuch von BR D. Leuthard in Riad, inklusive Wirtschaftsvertreter
2012 (April)	Informelle Wirtschaftskonsultationen/Mission von Botschafter Martin
2011 (Nov.)	<i>Abgesagt:</i> 10. Sitzung der Gemischten Wirtschaftskommission Schweiz - Saudi-Arabien, auf Schweizer Seite unter der Leitung von Botschafter Martin
2010 (Okt.)	Wirtschaftsmission mit gemischter Delegation von StS. Gerber